



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU VENDREDI 10 JUILLET 2020

Date de convocation : 03/07/2020	L'an deux mille vingt Le vendredi dix juillet à dix-huit heures				
Date d'affichage :	Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni au foyer culturel en séance publique sous la présidence de Jean-Luc DUCERF en qualité de maire				
NOMBRE DE CONSEILLERS	En exercice	Présents	Pouvoirs	Votants	Absents
	33	24	8	32	1
DELIBERATION N° 20/076					

ETAIENT PRESENTS : (24)

Youssef **AFOUADAS**
Jean-Pierre **ALCIERI**
Gilberte **BLUM**
Sylviane **BOENS**
Chrystiane **CHEVALLIER**
Cécile **DAUZATS**
Yoann **DEBOUCHAUD**

Dominique **DESHAYES**
Joseph **DIAZ**
Patrick **DUBOIS**
Jean-Luc **DUCERF**
Valérie **DUFRENE**
Benjamin **DUROSAU**
Bruno **EQUILLE**

André **FRANCIGNY**
Fabienne **HARDY HOUDAS**
Florence **LE HYARIC**
Stéphane **LEMOINE**
Dominique **LETOUZE**
Frédéric **ROBIN**
Sylvie **ROLAND**

Amandine **ROUGEOT**
Christelle **TOUSSAINT**
Robert **TROUILLET**

ABSENTS AYANT DONNE UN POUVOIR : (8)

Catherine **AUBIJOUX**
Stéphane **HOUDAS**
Nicole **MAKLINE**
Joël **GEOFFROY**
Claudine **JIMENEZ**
Rodolphe **PERROQUIN**
Marie-Anne **HAUVILLE**
Frédéric **GRIZARD**

a donné pouvoir à
a donné pouvoir à
a donné pouvoir à
a donné pouvoir à
a donné pouvoir à
a donné pouvoir à
a donné pouvoir à
a donné pouvoir à

André **FRANCIGNY**
Fabienne **HARDY HOUDAS**
Florence **LE HYARIC**
Dominique **LETOUZE**
Chrystiane **CHEVALLIER**
Sylvie **ROLAND**
Cécile **DAUZATS**
Sylviane **BOENS**

ABSENTS N'AYANT PAS DONNE DE POUVOIR : (1)

Patricia **MARTIN**

SECRETAIRE DE SEANCE :

Mme Amandine **ROUGEOT** est désignée secrétaire de séance à l'unanimité.

DESIGNATION D'UN CORRESPONDANT DEFENSE

RAPPORTEUR : M. le Maire

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE :

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil municipal qu'il convient de désigner un «correspondant défense».

Cette désignation s'inscrit dans la volonté de l'Etat de développer les relations entre les services des forces armées, le Ministère de la défense, les élus et les concitoyens.

Le correspondant sera destinataire d'une information régulière et sera susceptible de s'impliquer dans la réserve citoyenne ou le recensement.

Concernant le vote à bulletin secret, l'article 10 de la loi n° 2020-760 du 22 juin 2020 tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020 et à rep...

Envoyé en préfecture le 17/07/2020
Reçu en préfecture le 17/07/2020
Affiché le
ID : 028-200056463-20200710-20_076-DE

élections consulaires, précise et modifie :
« Par dérogation aux articles L. 2122-7, L. 5211-7 et L. 5711-1 du code général des collectivités territoriales et à l'article L. 163-5 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie, jusqu'au 25 septembre 2020 :
« 1° Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations des délégués au sein des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes mentionnés à l'article L. 5711-1 du code général des collectivités territoriales ».

A l'unanimité des membres présents, il est décidé de voter à main levée ;

Monsieur Jean-Luc DUCERF propose la candidature d'Amandine ROUGEOT.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, sachant que les conditions d'adoption des délibérations du conseil municipal sont respectivement fixées par les articles L. 2121-20, L. 3121-14 et L. 4132-13. Les délibérations sont prises à la majorité des suffrages exprimés, c'est-à-dire que seuls entrent en ligne de compte les votes « pour » et « contre », **les abstentions n'étant pas prises en considération**. Comme l'a rappelé le Conseil d'Etat dans sa décision du 10 décembre 2001 (req. n° 235027), dans une procédure de vote à scrutin secret, les bulletins blancs ou nuls ne sauraient être pris en compte pour la détermination des suffrages exprimés; il en est de même pour les abstentions lorsque le vote a lieu au scrutin ordinaire ou au scrutin public. Dès lors, une délibération est acquise à l'unanimité si tous les conseillers qui se sont exprimés sont favorables à son adoption.

Voix contre : 0

Abstentions : 2 > Dominique LETOUZE et son pouvoir M. Joël GEOFFROY

Voix Pour : 30

LE CONSEIL MUNICIPAL

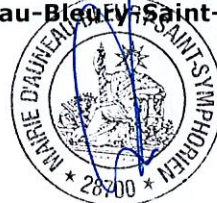
- Vu l'article 10 de la loi n° 2020-760 du 22 juin 2020,
- vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2143-2,

ARTICLE 1 : DECIDE de procéder à un vote à mains levées

ARTICLE 2 : DESIGNE AMANDINE ROUGEOT en correspondant défense

Jean-Luc DUCERF

Maire d'Auneau-Bleury-Saint-Symphorien



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Orléans ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. **Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens" accessible par le site Internet : <http://www.telerecours.fr>**